

Politique | Evacuation des squats : les solutions peinent à émerger



Entre le 23 et le 26 juillet, au moins trois expulsions de squats ont eu lieu : un hôtel rue Lafaurie Monbadon, un camp de Sahraouis rue Kléber et la Flèche Saint Michel, occupée par des personnes de la rue qui ont voulu rendre visible leur détresse. Alors que le thermomètre affichait 43°C, cette série d'expulsions a suscité de nouvelles réactions dans le monde militant, politique et associatif. Un nouveau diagnostic a pu être établi et les collectivités sont à la recherche de bâtiments publics à réquisitionner.

Jean-Louis David, adjoint au maire en charge de la vie urbaine et de la proximité, revient sur les évacuations de la semaine dernière : « A Bordeaux, nous nous retrouvons confrontés à des situations terriblement compliquées à gérer. Les squats ont souvent été organisés dans des immeubles ne pouvant pas être habités ou recevoir des publics. C'est l'exemple typique de l'hôtel Balzac [rue Lafaurie de Monbadon] qui a été fermé pour des raisons de sécurité en 2015, à cause d'un risque d'effondrement des murs et de la toiture. Ces squats suscitent toujours une émotion à double titre chez les habitants. Ils demandent leur fermeture parce qu'ils génèrent un certain nombre de difficultés pour leur vie quotidienne, et ils demandent à l'Etat de prendre ces personnes en charge. »

La Flèche de Saint Michel était occupée depuis plusieurs semaines par une trentaine de personnes. Pour les bénévoles sur place, c'était une manière de rendre visible la détresse des sans-abris tout en se regroupant pour être en sécurité. Du côté de la mairie, le ton est ferme : « Il y a des choses qu'on ne veut pas laisser faire, affirme Jean-Louis David. L'envahissement de la Flèche de Saint Michel sur l'espace public avec l'installation de cuisines, de bouteilles de gaz, c'est non. Autant de fois des gens s'installeront à cet endroit, autant de fois ils seront évacués. »



Des militants de Génération.s alertent sur une « urgence humanitaire » et demandent à Mme la Préfète de « surseoir aux expulsions et de réquisitionner des bâtiments dignes pour la mise à l’abri de ces personnes à la rue. » Loïc Prud’homme, député LFI de Gironde, dénonce « l’inaction des institutions », notamment celle des maires et de la Préfète qui n’utilisent pas leur droit de réquisition pour loger les personnes démunies en urgence.

Un nouveau point de départ pour avancer (lentement) vers des solutions

Jean-François Puech, le Président de Ovale citoyen, un club de rugby social et solidaire, se félicite de la réunion qui a eu lieu vendredi 26 juillet avec Jean-Louis David, Emmanuelle Ajon (Vice-Présidente du département en charge de la protection de l’enfance), Naïma Charaï (conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine) et des représentants des associations et des personnes expulsées. Suite à cette réunion, la Préfecture a mandaté le Samu social pour établir un diagnostic social sur les occupants de la Bourse du travail. Le processus a été validé par l’ensemble des acteurs impliqués. Il s’est avéré que 70% des personnes présentes en ce lieu étaient éligibles à un logement. L’OFII leur a proposé des solutions d’hébergement, mais le nombre de personnes relogées n’a pas été communiqué.

Maria Lefort, Présidente de la Cimade de Bordeaux, tempère cette nouvelle qui ne concerne pas toutes les personnes expulsées, mais uniquement celles qui ont trouvé refuge à la Bourse du travail. La Cimade s’est mise en lien avec des avocats pour lancer des actions en justice afin de faire valoir l’accès aux droits des personnes expulsées. Elle déplore le fait que la Préfète parle souvent des Centres de Rétention Administrative, « ce qui sous-entend que la plupart des personnes sont en situation irrégulière alors que cela concerne une minorité d’entre elles, . Il y a beaucoup de demandeurs d’asile, de personnes

qui ont un titre de séjour ou qui sont réfugiés, des Français et des ressortissants de l'Union Européenne. » La situation de deux jeunes nigérianes qui ont été emmenées au CRA d'Hendaye avant d'être expulsées en Espagne avait fait beaucoup de bruit. Elles sont revenues en France depuis et ont déposé une demande d'asile et une demande de titre de séjour.

Pour la ville de Bordeaux, Jean-Louis David s'est engagé à ce que le CCAS (Centre communal d'action sociale) et le service de solidarité de la ville soient encore plus attentifs aux personnes expulsées. « On cherche à améliorer humainement la situation, déclare-t-il, leur prise en charge au niveau de l'hébergement étant du ressort de l'Etat. »

La proposition d'un bail précaire a été mise sur la table. Il permettrait de fournir un accueil temporaire au sein d'un bâtiment réquisitionné par les collectivités pour loger des personnes sur une durée déterminée en attendant que des solutions de logement pérenne soient trouvées pour chacune d'entre elles. Les collectivités sont à la recherche de locaux pouvant répondre à la situation.

En attendant, la solidarité citoyenne se structure. Des citoyens militants, du milieu associatif et syndicaliste, gèrent la Bourse du travail et l'Athénée. « Déjà, les gens commencent à être très fatigués, souligne Maria Lefort. » Les bénévoles insistent sur le caractère temporaire de cette mobilisation. Jean-Louis David assure que la ville de Bordeaux est prête à soutenir ces actions.

De nouveaux squats s'ouvrent

Sans remettre en cause la validité juridique des expulsions de squats, les associations regrettent la manière dont elles sont menées, entraînant les personnes dans une boucle dont il est difficile de sortir. « Face à l'urgence, la seule réponse c'est l'ouverture de nouveaux squats, déclare Maria Lefort. Une ouverture a eu lieu hier. Si on parle de 130 à 150 squats à Bordeaux, c'est parce qu'il y a toujours des gens à la rue. Quand un squat ouvre, on lance un appel aux dons. Au moment de l'expulsion, tout est détruit. Un nouveau squat ouvre et il faut refaire à nouveau des appels aux dons. C'est sans fin. »

Jean-François Puech, président de Ovale citoyen, regrette aussi cette méthode. « On avait pas mal de joueurs au Gars rage [le squat rue des Cordeliers], témoigne-t-il. Il y avait un vrai travail social avec une permanence juridique, des cours de français... En cassant le squat, on casse le travail aussi. »

Jean-Louis David s'est rendu à l'Athénée Libertaire il y a une semaine. « Tous ces gens nous expliquent que la France est une terre d'asile, une terre des droits de l'homme. Ils s'en font une image extraordinaire. Ils disent tous « Nous sommes ici pour trouver un logement et du travail parce que nous aimons la France ». C'est intéressant à entendre, mais ça n'est pas très facile à mettre en œuvre, ça met du temps. »

Maria Lefort entend les mêmes propos : « Où est le pays des droits de l'Homme ? » On entend de la part de ressortissants africains. Ou encore « La France était bien contente de trouver des Africains pour bosser quand il fallait. Vous avez colonisé nos pays et aujourd'hui, il n'y a pas de retour d'ascenseur. »

Samedi dernier, une manifestation en soutien aux migrants a eu lieu devant le Grand Théâtre. Environ 200 personnes étaient présentes.

Léa Calle

Crédit Photo : Léa Calle

Publié sur aqui.fr le 31/07/2014

[Url de cet article](#)